

Accueil. Après un intermède à Bobigny, l'inauguration de la Maison des journalistes doit avoir lieu en octobre à Paris. Exilés en quête d'avenir

Dans le voisinage de la cité de l'Étoile, à Bobigny, un pavillon accueille une « famille » pas comme les autres. Cette maison abrite des journalistes ne pouvant plus exercer leur métier dans leur pays. Ils ont fui, préférant l'exil à d'autres risques. Et c'est dans cette structure spécialement aménagée pour les recevoir que ces hommes et ces femmes rythment leur vie au gré des démarches administratives pour acquérir le droit d'asile.

Philippe Spinau est le directeur de la Maison des journalistes. Comme dirait Brahim, un des locataires du centre, il a « un look tout droit issu des sixties ». En 2000, avec Danièle Ohayon, journaliste média à France-Info et militante de Reporters sans frontières (RSF), ils ont créé cette structure. Et pendant deux années, la journaliste de France-Info et l'éducateur réalisateur se sont battus pour faire exister la Maison. « Dès l'origine, Danièle et moi avons voulu que la Maison des journalistes soit à Paris. Nous avons vu le maire de l'époque, Jean Tiberi. Celui-ci nous avait assurés de son soutien pour l'obtention d'un local. Le temps s'écoulait, mais absolument rien ne venait. Tout le monde nous soutenait, mais rien ne se passait. Puis il y a eu les élections municipales et la victoire de Bertrand Delanoë à Paris. Il nous a aidés. » Un local a été attribué à l'association. Dans le 15^e arrondissement,

au 35 de la rue Cauchy. Mais l'ancien bâtiment industriel de 710 m² a triste mine: il faut compter au moins une année de travaux. En attendant, la Maison des journalistes ouvre une « structure légère d'urgence » à Bobigny. Un pavillon de dix pièces, en location, capable d'accueillir 14 journalistes sur l'année (7 en même temps pendant six mois maximum).

DE GAMBIE, DU YÉMEN, DE BIÉLORUSSIE

Avec un financement par des médias français, devenus parrains de l'association, épaulés par la Ville de Paris, une solidarité concrète s'est mise en place. Le Fonds européen pour les réfugiés y va aussi de son aide en étant partenaire de la Maison des journalistes. « Mais absolument rien de l'État français », assure Philippe Spinau. En recueillant les locataires, l'encadrement se charge de répondre à trois besoins: « avoir un toit », « se maintenir en forme » journalistique et « s'adapter à la société française ».

Venant de tous les horizons, les premiers locataires posent leur sac. « Ils sont du Congo, de Biélorussie, du Yémen, de Gambie, du Cameroun... Suivent la Birmanie, Cuba, le Bangladesh, la Côte d'Ivoire... La plupart viennent de la presse écrite. » Philippe Spinau explique le chemin de ces exilés partis avec juste un sac contenant l'essentiel, ou un peu plus. Guidés par le bouche à

oreille, ou convoyés par diverses associations (la CIMADE. Reporters sans frontières), ils sont arrivés un jour. « Celui qui sollicite notre aide sera entendu. S'il est journaliste, il sera pris en compte. Pour chaque arrivant, RSF opère toujours une vérification. Savoir s'il est vraiment ce qu'il dit et si réellement il prend des risques en demeurant dans son pays. » Dans certains cas, le doute est littéralement balayé. « Comme pour une journaliste birmane arrivée depuis peu chez nous, poursuit Philippe Spinau. Dans sa chambre, elle a sous verre une une de l'*Humanité* (datée du 10 décembre 2002). On y voit un vieil homme derrière des barreaux. Son oncle. Profession: journaliste. » La réalité c'est que cet homme, qui fut l'animateur du « printemps de la presse birmane », croupit depuis 1989 dans les geôles de la dictature. Et pour avoir eu le courage de dénoncer l'iniquité, la jeune Birmane a dû quitter son pays en y laissant son enfant et son mari. « Son élimination était imminente. »

UNE COHABITATION PARFOIS DIFFICILE

Une fois installés, ces exilés, dont la moyenne d'âge est de 30-35 ans, n'ont plus « d'autre droit que celui d'attendre ». Avec le logement, une Carte orange et un viatique de 9 euros par jour, les ressources restent minimales. Ces hommes et ces femmes n'ont pas d'« existence fran-

chement légale ». Cela occasionne des tensions au sein de la maison. Forcément! En faisant cohabiter ces écorchés d'univers si différents, il y a toujours des risques. Mais, « avant tout, ils connaissent un conflit d'ordre moral en cherchant à retrouver leur souffle ». Pour les occuper, les responsables les inscrivent à des stages, ou les aident dans leurs démarches. Par exemple, le journal *Bonjour Bobigny* a offert ses colonnes à des journalistes en exil lors de la treizième Journée de la presse.

Avec des conditions déjà pas faciles dans la profession, la situation reste plus critique pour ceux qui ne parlent pas le français. « Il faut alors leur faire comprendre le problème. » Philippe Spinau ne cache rien. Il explique le topo à ses protégés. Des discours sur la nécessité de penser à des reconversions. « Je peux comprendre que c'est un crève-cœur d'abandonner une profession qu'on a choisie. Mais l'important, durant les six mois qu'ils passent à la Maison des journalistes, est de mettre à profit ce laps de temps pour bien se réinstaller. Pour souffler. » Selon le directeur, après les régularisations au niveau de l'État français – sur treize demandes d'asile politique déposées, douze ont abouti –, quelques cas de reconversion se sont bien concrétisés. Notamment une création d'entreprise dans le domaine de l'informatique.

Fernand Nouvet

Philippe Spinau, directeur de la Maison des journalistes et deux futurs locataires, devant les nouveaux locaux du 15^e arrondissement.



Mc
en

P
ers
lon
sio
politique
de Jear
chroniq
sur Frar
7 h 30.
grèves.
des rich
pouvoir
conflit se
agressio
tion. De
tions d
coup, Je
n'hésite
chamme
balance
averti e
nales. cc
ties en t
mal: ça
idéologi

Exen
commer
Figurez-
tus des
nus des
bouche c
nomique
mérite te
tion. est-
des métr
grève au
cas, il le
donc pri
mentatic
rien?) p:
du spec
« ces acti

NOTI

Belle
grana
Samed
France

Téléfi

end, la
Babou e
parents c
lants poi
libre de k
petit-fils
collège: i
à de nou
cet épiso
du roma
Boissard
famille.

Le Fe
d'Avi

Dimanc
France

sait. Puis il y a eu les élections municipales et la victoire de Bertrand Delanoë à Paris. Il nous a aidés. » Un local a été attribué à l'association. Dans le 15^e arrondissement,

ment de la presse écrite. » Philippe Spinau explique le chemin de ces exilés partis avec juste un sac contenant l'essentiel, ou un peu plus. Guidés par le bouche à

« à autre droit que celui d'attendre ». Avec le logement, une Carte orange et un viatique de 9 euros par jour, les ressources restent minimales. Ces hommes et ces femmes n'ont pas d'« existence fran-

ueposés, douze ont abouti — quelques cas de reconversion se sont bien concrétisés. Notamment une création d'entreprise dans le domaine de l'informatique.

Fernand Nouvet

Philippe Spinau, directeur de la Maison des journalistes et deux futurs locataires, devant les nouveaux locaux du 15^e arrondissement.

9. Exilés en quête d'avenir
Fernand Nouvet
L'humanité
11 juillet, 2003

